

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Croissance : la croissance chinoise se stabilise à 6,4% (g.a.) au T1 2019; la croissance nominale s'établit à +7,8 % contre +9,1 % au T4 2018

Immobilier : les ventes et les investissements immobiliers rebondissent; les prix des logements augmentent dans les villes de rang 3 (moins de 5M d'habitants)

Activité économique : tirée par la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement, la croissance économique se stabilise au T1

Finances publiques : les recettes des autorités publiques ralentissent en mars, en raison d'une baisse des recettes fiscales et foncières, alors que les dépenses augmentent nettement, en particulier des autorités publiques locales

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : Credit Suisse projette d'injecter des capitaux dans sa coentreprise de valeurs mobilières - Credit Suisse Founder Securities afin de prendre le contrôle majoritaire

Marché boursier : la Bourse de Shanghai a détaillé des règles pour les promoteurs d'IPO et les investisseurs stratégiques

Marché boursier : la Bourse de Shenzhen a créé un nouvel indice de Grand ChiNext

Innovation financière : les plateformes P2P enregistrées doivent se préparer à une série d'obligations déclaratives dans le système de surveillance

Marché boursier : MSCI a reporté la transition de l'indice chinois pour près de six mois

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : l'ORD donne raison aux États-Unis dans un contentieux l'opposant à la Chine sur sa gestion des contingents tarifaires de céréales

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Environnement des affaires : publication du White Paper annuel de la Chambre de commerce américaine en Chine (AmCham China)

Commerce de services : le Mofcom met à jour le catalogue des secteurs encouragés pour les importations des services

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politiques publiques (automobile) : la NDRC pourrait mettre en place de nouvelles subventions afin de stimuler les ventes automobiles

Politiques publiques (internet) : le MIIT se mobilise pour accélérer le déploiement du réseau IPv6

Electronique : Huawei se dit ouvert à fournir des puces 5G à Apple

Automobile : Volkswagen envisagerait d'entrer au capital de JAC

E-commerce : Amazon quittera la Chine en juillet

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : 20^{ème} édition du Salon de l'environnement de Shanghai (IE Expo) du 15 au 17 avril



Transports et BRI : *la Malaisie et la Chine parviennent à un nouvel accord sur la ligne ferroviaire est-malaisienne (ECRL)*

Energie: *l'entreprise d'Etat CEEC annonce de nouveaux projets d'interconnexion, de production et de stockage d'électricité en Chine*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Transport : *mise en place d'une application mobile et du paiement dématérialisé dans le réseau de taxis hongkongais*

Marchés financiers : *publication par l'opérateur boursier Hong Kong Exchanges and Clearing (HKEx) de son plan de développement 2019-2021*



CONJONCTURE

Croissance : la croissance chinoise se stabilise à 6,4% (g.a.) au T1 2019, à +6,4 % ; la croissance nominale s'élève à +7,8 % contre +9,1 % au T4 2018

Le Bureau national des statistiques a publié le 17 avril les chiffres préliminaires pour la croissance au premier trimestre 2019 (T4). Au T1, la croissance réelle se stabilise à +6,4% (au plus bas depuis le T1 2009), et la croissance nominale (i.e. comprenant les variations des prix) ralentit, à +7,8% contre +9,1% au T4. Le déflateur du PIB (différence entre croissance réelle et nominale, indicateur de la dynamique générale des prix) a poursuivi la baisse initiée début 2018, à 1,4% contre 2,8% au T4 2018. A noter que la dynamique des prix à la production (IPP) est tombée à +0,9% (g.a.) en décembre contre +2,7% en novembre et que l'indice des prix à la consommation (IPC) a également ralenti en décembre à +1,9% (g.a.) contre +2,2% en novembre.

Du côté de l'offre, le secteur des services ralentit particulièrement au T1, pour s'établir à +7 % contre +7,4% au T4. Le secteur industriel se porte à +6,1% en croissance réelle, contre +5,8% au T4. Le secteur primaire ralentit à +2,7% contre 3,5% au T4. Dans le détail, les secteurs de l'immobilier et manufacturier rebondissent à respectivement +2,5% (contre +2% au T4) et +6,5% (contre 5,7% au T4), quand celui des transports ralentit (+7,3% contre +8,1% en 2018)

Du côté de la demande, les contributions de l'investissement (formation brute de capital) et de la consommation à la croissance sont en baisse, à respectivement +0,7 pt de PIB (au plus bas depuis 2011, le début de la série) et 4,2 pts, contre +2,3 pts et +5 pts en 2018 (alors au plus haut depuis 2011). Pour la première fois depuis le T4 2017, la contribution des exportations nettes est positive, à +1,5%, contre -0.6% pour le T4.

Pour mémoire, les autorités chinoises ont fixé pour l'année 2019 un objectif de croissance compris entre +6% et +6,5%. En outre, le FMI a revu à la hausse ses prévisions pour Chine pour 2019, de 6,2% à 6,3% lors de la publication du *World Economic Outlook* d'avril, compte tenu du récent stimulus budgétaire et monétaire. Le FMI a également ramené à 6,1% pour 2020. Néanmoins, le FMI avertit des dangers que pourrait engendrer un stimulus trop important, considérant que les vulnérabilités du pays demeurent élevées. Particulièrement, une politique monétaire trop lâche pourrait augmenter les risques pesant sur la stabilité du système financier.

Immobilier : les ventes et investissements immobiliers rebondissent; les prix des logements augmentent dans les villes de rang 3 (moins de 5M d'habitants)

En mars, les ventes immobilières rebondissent à +1,8% après deux mois de contraction (-3,6% en janvier-février et une croissance en volume sur 2018 de + 1,3%). Les mises en chantier demeurent relativement stables à +18% (pour une croissance annuelle de +17% en 2018, largement supérieure à la dynamique de 2017 (+7%). Les ventes de logement augmentent à +1,8% (-3,71% en novembre) et les mises en chantier résidentielles s'affichent à +19% en février (moyenne annuelle glissante de 18% en 2018). A noter que les investissements immobiliers augmentent nettement à +12 % contre +8% fin 2018 et les investissements immobiliers résidentiels à +17% contre 11 % fin 2018.

Côté prix, les dynamiques des biens immobiliers résidentiels augmentent légèrement, notamment grâce au rebond des prix dans les villes de rang 3. Les prix moyens des logements neufs dans les 70 principales villes chinoises ont augmenté de +0,6% (en g.m.) en mars contre +0,5% en février, après plusieurs mois de ralentissement. La plupart des 70 villes interrogées par le bureau national des statistiques signalent encore une augmentation mensuelle des prix des logements neufs en mars (65 sur 70 en décembre contre 57 en février). Les prix dans les principales villes chinoises (Beijing,

Shanghai, Shenzhen et Guangzhou) et les villes de rang 2 ont connu un léger ralentissement, à respectivement +0,2% en mars (g.m. contre +0,3% en février) et 0,6% en mars (+0,7% en février). Les villes de rang 3 ont affiché une nette accélération à + 0,7% contre +0,4% en février. Pour mémoire, les dynamiques des prix dans le secteur immobilier en Chine à partir des statistiques officielles sont nettement moins volatiles que celles à partir de données de fournisseurs privés.

Pour rappel, les autorités ont assoupli le dispositif régissant le marché immobilier en décembre, laissant davantage de marge de manœuvre aux collectivités locales pour mettre en pratique des mesures visant à limiter la spéculation dans un contexte de ralentissement économique. En parallèle, de nombreuses banques ont proposé des taux hypothécaires inférieurs au taux de référence en décembre. Néanmoins, il convient de souligner que ces ajustements se font au cas par cas (ville par ville) plutôt que sur l'ensemble du pays, compte tenu de la dichotomie de plus en plus importante entre les villes de rang 1 et 2 et celles de rang 3 et 4. La semaine dernière, la NDRC a demandé aux gouvernements locaux de lever certaines restrictions concernant les permis de résidence (*hukou*) pour les personnes qui vivent et travaillent actuellement dans des villes dont la population urbaine est comprise entre 1 et 3 M d'habitants (villes de rang 2 et 3)

Certains analystes ont souligné que ces nouvelles mesures étaient probablement liées à la volonté de stimuler le marché immobilier dans les villes intermédiaires.

Activité économique : Tirée par la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement, la croissance économique se stabilise au T1

La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +8,5% en contre +5,3% en janvier-février (alors au plus bas depuis 2008). On note notamment un rebond de la croissance de la production du secteur privé au T1, à +10,6% en g.a. contre 6,2% en 2018. En particulier, le secteur manufacturier a augmenté de +7,2 % au T1 contre 6,5% en 2018. A noter que la croissance de la production des entreprises d'Etat, à +4,5% au T1 contre 6,2% en 2018, est au plus bas depuis décembre 2016.

Les investissements bruts en capital fixe ont progressé de +6,3% au T1 contre +5,9% en 2018, tirés par les investissements en infrastructures (+4,4% au T1 contre +3,8% en 2018) et les investissements immobiliers (+11,4% au T1 contre +8,3% en 2018). Concernant le secteur manufacturier, les investissements ont largement décéléré pour atteindre +4,6% au T1 (contre +9,5% en 2018). Il convient également de souligner que les investissements du secteur privé chutent à +6,4% au T1 contre +8,7% en 2018 tandis que les investissements des entreprises d'Etat bondissent à +6,7% au T1 contre +1,9% en 2018.

Les ventes au détail en valeur ont progressé de +8,7% (g.a) contre +8,2% en décembre. La croissance en volume s'affichait à +6,6% en décembre contre +5,8% en novembre. En outre, le revenu disponible réel par habitant (déflaté de l'inflation) a augmenté de +6,8% au T1 contre +6,5% en 2018.

Le taux de chômage urbain recensé diminue légèrement à +5,2% en mars contre +5,3% en février. Le nombre d'emplois créés en zone urbaine, statistique sujette à caution mais objectif central des autorités politiques pour 2019 dans la conduite de leur politique économique, a atteint 3,24 M au T1 contre 3,3 M au T1 2018. Pour mémoire, les objectifs annuels des autorités en matière d'emploi en 2019 sont 11 M d'emplois urbains créés, un taux de chômage urbain recensé inférieur à 5,5%.



Finances publiques : les recettes des autorités publiques ralentissent en mars, en raison d'une baisse des recettes fiscales et foncières, alors que les dépenses augmentent nettement, en particulier des autorités publiques locales

En mars, les recettes officielles des autorités publiques ont crû de +4% (g.a.), contre +8% en mars 2018. Dans le même temps, la dynamique des dépenses a nettement accéléré à +15,4% contre +4 % un an auparavant. Au T1, les recettes ont augmenté de +6,2% (contre 14% au T1 2018).

La détérioration des finances des gouvernements locaux est la principale cause du creusement du déficit, avec des dépenses à +15% au T1 (contre +12% au T1 2018) et des recettes à +6,8% (contre +9,5% au T1 2018). Il convient de noter que les finances publiques restent extrêmement décentralisées avec 88% des dépenses publiques au T1 effectuées par les autorités locales.

Pour mémoire, les données officielles chinoises ne captent pas l'ensemble des dépenses publiques, en particulier les dépenses en infrastructure, largement financées via des véhicules *ad hoc*, et certaines politiques publiques nationales (logement, réduction de la pauvreté), soutenues par des fonds spéciaux non-consolidés au bilan des administrations publiques. En outre, certaines recettes non-pérennes sont intégrées au solde primaire. Un document de travail du FMI (*Réévaluation du périmètre des comptes publics en Chine*, décembre 2017) estimait un « déficit public augmenté », selon une méthodologie proche des critères de Maastricht, de 10,4% du PIB 2017.

Retour au sommaire ([ici](#))



BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : *Credit Suisse* projette d'injecter des capitaux dans sa coentreprise de valeurs mobilières - *Credit Suisse Founder Securities* afin de prendre le contrôle majoritaire

Credit Suisse et *Founder Securities* sont parvenus à un accord : *Credit Suisse* prendrait le contrôle de sa coentreprise de valeurs mobilières en Chine - *Credit Suisse Founder Securities (CSFS)* en portant sa participation de 33,3% à 51% via une injection de capitaux d'environ 62,8M RMB, alors que la part de *Founder Securities* dans cette coentreprise tomberait à 49%. Ce projet est encore en attente de l'autorisation du régulateur chinois, la CSRC.

Fondée en 2008 et basée à Beijing, *CSFS* est spécialisée dans une gamme de services liés au marché de capitaux à la clientèle chinoise, notamment la souscription des actions A et des obligations gouvernementales et d'entreprises, ainsi que des services de conseil financier. Depuis octobre 2016, elle effectue également du courtage en valeurs mobilières à Shenzhen Qianhai.

	Credit Suisse (en 2018)	CSFS (en 2017)
Actifs totaux	772Mds CHF	916M RMB
Actifs nets	46Mds CHF	889M RMB
Chiffre d'affaires	21Mds CHF	267M RMB
Bénéfice net	1,7Mds CHF	26M RMB

Source : annonce de cet accord par la CSFS

Pour rappel, la CSRC a publié en avril 2018 des règles visant à relever à 51% le plafond de participation étrangère dans les sociétés de valeurs mobilières chinoises. En novembre 2018, la CSRC a autorisé *UBS Group* à porter sa participation à 51% dans *UBS Securities*, lui permettant ainsi de devenir la première société étrangère de valeurs mobilières en Chine. Les régulateurs chinois ont aussi autorisé le mois dernier *JPMorgan* et *Nomura* à créer des coentreprises de valeurs mobilières au sein desquelles chacune sera majoritaire.

Marché boursier : la Bourse de Shanghai détaille des règles pour les promoteurs d'IPO et les investisseurs stratégiques

La Bourse de Shanghai a publié des règles détaillées exigeant que les promoteurs (*sponsors*, souvent des banques d'investissement et des sociétés de courtage) d'introduction en bourse (IPO) sur la nouvelle plateforme de haute technologie (*high-tech board*) investissent leurs propres fonds dans les IPO et conservent les actions pendant deux ans par l'intermédiaire de leurs filiales d'investissement, dans le but de protéger les intérêts des petits et moyens investisseurs.

Les promoteurs d'IPO sur *high-tech board* de Shanghai doivent acheter 2% à 5% des nouvelles actions qu'ils aident à vendre: 1) s'agissant des offres inférieures à 1Md RMB (150M USD), les promoteurs doivent souscrire à 5% des actions offertes, mais dans la limite de 40M RMB ; 2) s'agissant des offres entre 1Md et 2 Mds RMB, le taux de souscription est de 4%, mais dans la limite de 60M RMB ; 3) s'agissant des offres entre 2Mds et 5Mds RMB, le taux de souscription est de 3%, mais dans la limite de 100M RMB ; 4) s'agissant des offres supérieures à 5Mds RMB, il faut souscrire au moins 2% des actions offertes, mais pas plus de 1Md RMB.

Ces avoirs ont une période de blocage de 24 mois à compter de la date de l'IPO. Les promoteurs participent aux introductions en bourse en tant qu'investisseurs stratégiques, mais assument également la responsabilité de *due diligence*, de sorte que leur période de blocage doit être supérieure à 12 mois pour les investisseurs stratégiques, mais inférieure à 36 mois pour les actionnaires majoritaires, a déclaré la Bourse de Shanghai.

Les promoteurs, souvent des banques d'investissement et des sociétés de courtage, aident à guider et à conseiller les sociétés tout au long du processus d'IPO afin de s'assurer qu'elles respectent les obligations réglementaires. Sur les marchés internationaux, les promoteurs ne sont pas obligés de prendre une participation dans les sociétés promues, mais ils le font parfois pour donner une crédibilité supplémentaire aux nouveaux investisseurs envisageant d'acheter dans le cadre de l'IPO.

S'agissant de la définition des investisseurs stratégiques, la Bourse de Shanghai a également précisé les règles : seules les entreprises de partenariat stratégique, les grandes sociétés d'assurance, les fonds d'investissement stratégique, les directeurs (personnes physiques) des sociétés cotées faisant l'objet de l'IPO, et les filiales des promoteurs d'IPO sont éligibles comme investisseurs stratégiques. Par ailleurs, pour les sociétés émettant plus de 400 millions de nouvelles actions sur le *high-tech board*, les investisseurs stratégiques ne peuvent pas dépasser 30 ; pour les sociétés émettant entre 100M et 400 M de nouvelles actions sur *high-tech board*, les investisseurs stratégiques ne peuvent pas dépasser 20 ; pour les sociétés émettant moins de 100M de nouvelles actions sur le *high-tech board*, les investisseurs stratégiques ne peuvent pas dépasser 10.

Actuellement, 83 entreprises ont déjà postulé à la Bourse de Shanghai pour l'inscription sur le *high-tech board*. Les sociétés doivent passer par une seconde étape d'audit et d'enquête avant de pouvoir être cotées sur le *high-tech board*.

Marché boursier : la Bourse de Shenzhen a créé un nouvel indice de *Grand ChiNext*

Afin de mieux refléter la performance générale des actions à grande capitalisation présentant de bons fondamentaux et la liquidité sur le *ChiNext*, la Bourse de Shenzhen a publié un nouvel indice de *Grand ChiNext* sur la base de 1000 et suivant la performance des actions depuis le 31 décembre 2012.

L'indice *Grand ChiNext* exclut les sociétés disposant de mauvais fondamentaux, manquant de liquidité, dont les nantissements des actions et les *goodwill* sont élevés, et choisit 50 sociétés cotées sur le *ChiNext* classées par leurs capitalisations boursières. L'indice est pondéré par la capitalisation boursière sur le marché et des ajustements sont régulièrement apportés aux échantillons le jour de négociation suivant le deuxième vendredi de juin et de décembre de chaque année.

Pour rappel, le *ChiNext* à la Bourse de Shenzhen rassemblant les startups a été créé en 2009 et a attiré plus de 700 sociétés cotées en bourse pour une capitalisation boursière totale de 4000Mds RMB. Les startups de haute technologie représentent plus de 90% des sociétés cotées sur le *ChiNext*. Pour être cotées sur le *ChiNext*, les entreprises doivent réaliser consécutivement des bénéfices cumulés supérieurs à 10M RMB au cours des deux dernières années. (cf. Brève du 21/01/2019).

Innovation financière : les plateformes P2P enregistrées doivent se préparer à une série d'obligations déclaratives dans le système de surveillance

La Chine a commencé à préparer un programme pilote attendu depuis longtemps (la *CBIRC* a publié un guide concernant la divulgation d'informations des plateformes P2P en août 2017) pour inscrire les plateformes P2P actuelles dans un système de surveillance au niveau national. Le nouveau système de surveillance se compose de deux bases de données: une base de données de divulgation d'informations et une base de données de surveillance des transactions en temps réel. Les régulateurs (PBoC et CBIRC) veulent voir débiter ce programme pilote dans les onze villes les plus développées au second semestre de 2019 et compléter le système d'enregistrement d'ici 2020. Les sites non enregistrés dans ce système de surveillance seront fermés.

Les grandes plateformes P2P dont l'encours des emprunts est supérieur à plus de 5Mds RMB et ayant réussi l'inspection de conformité doivent être enregistrées dans la base de données de divulgation d'informations avant la fin mai alors que les plateformes P2P conformes restantes dont l'encours des prêts est inférieur à 5Mds RMB doivent être enregistrées avant la fin juin.

Les régulateurs locaux fourniront une liste des plateformes P2P conformes à la *National Internet Finance Association of China (NIFA)*, organisme gouvernemental chargé de gérer la base de données de divulgation d'informations des plateformes P2P. Le nombre de plateformes P2P conformes n'est pas clair. La vérification de conformité varie selon les inspecteurs locaux et certaines provinces n'ont pas encore terminé leurs inspections.

Depuis 2016, le secteur du P2P fait l'objet d'une répression des risques financiers sur Internet suite aux fraudes ayant conduit à une série de scandales et à l'effondrement de centaines de plateformes. Plus des deux tiers des plateformes P2P chinoises ont été fermées et aucune nouvelle plateforme P2P n'est entrée sur le marché depuis août 2018. En mars 2019, 1027 plateformes P2P étaient en opération. Il existe actuellement 102 plateformes P2P dans le système de surveillance géré par la *NIFA*. Ces plateformes doivent encore passer l'inspection de conformité avant de pouvoir être enregistrées, a déclaré un responsable de la *NIFA*.

Marché boursier : MSCI a reporté la transition de l'indice chinois pour près de six mois

Le fournisseur d'indice mondial MSCI a décidé de reporter du 1^{er} juin au 26 novembre 2019 la transition de l'indice *MSCI All China Indexes* datant de novembre 2011 vers l'indice *MSCI China All Shares Indexes* datant de juin 2014, afin de donner plus de temps de préparation aux participants de marché. Cette période de transition, annoncée par MSCI en mars 2018, vise à mettre en cohérence ces deux indices similaires couvrant les actions liées à la Chine (y compris *A-Shares*, *B-Shares*, *H-Shares* etc.) et abandonnera tous les 13 *MSCI All China Indexes* établis sur la base de plusieurs méthodologies à partir du 27 novembre 2019. Il s'agit d'un ajustement technique qui n'a aucun rapport avec la décision d'augmenter le facteur d'inclusion des *A-Shares* à 20% dans l'indice *MSCI Emerging Markets* le 1^{er} mars 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : l'ORD donne raison aux États-Unis dans un contentieux l'opposant à la Chine sur sa gestion des contingents tarifaires de céréales

Le groupe spécial de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC chargé de statuer sur un différend opposant les États-Unis à la Chine sur la gestion, par cette dernière, des contingents tarifaires qu'elle applique aux importations de certaines céréales a rendu, le 18 avril, une décision favorable aux États-Unis. Pour rappel, la délégation américaine, dans une plainte déposée fin 2016 sous la précédente administration, reprochait à la Chine – qui s'était engagée, dans le cadre de son Protocole d'Accession à l'OMC, à administrer ses contingents tarifaires agricoles d'une manière « transparente, prévisible, uniforme, juste et non-discriminatoire » - de ne pas avoir respecté cet engagement s'agissant des contingents d'importation de blé, de riz et de maïs. Le groupe spécial a conclu que les mesures en question étaient effectivement incompatibles avec les obligations de la Chine à l'OMC et a recommandé une mise en conformité. Dans un communiqué, le représentant américain au Commerce (USTR) Robert Lightizer a salué une « victoire pour l'agriculture américaine [...] qui démontre que le Président Trump prendra toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer les règles commerciales et assurer un commerce libre et équitable pour les agriculteurs américains ». Le ministère chinois du Commerce, de son côté, a fait part de ses « regrets » tout en manifestant sa volonté de « continuer à gérer ses contingents tarifaires agricoles d'une manière conforme aux règles de l'OMC ».

[Lire le rapport du groupe spécial](#)

[Lire la réaction du représentant américain au Commerce \(USTR\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Environnement des affaires: publication du *White Paper* annuel de la Chambre de commerce américaine en Chine (AmCham China)

La Chambre de commerce américaine en Chine (AmCham China) a publié, le 17 avril, son *White Paper* annuel. En marge de la présentation du rapport, l'AmCham China a émis le constat que la communauté d'affaires américaine en Chine, dans un climat d'incertitude, voyait son optimisme décliner ([voir brèves de la semaine du 25 février](#)). Dans ce contexte, selon l'AmCham, alors qu'elles sont « depuis si longtemps partisans de bonnes relations bilatérales », les entreprises américaines en Chine « ne peuvent plus être considérées comme point d'ancrage positif (« *positive anchor* ») ». D'un côté, le rapport note que de nombreux membres d'AmCham ont été frappés par l'imposition des tarifs décidés par l'administration Trump - que beaucoup d'entre eux rejettent -. De l'autre, il salue le fait que les deux gouvernements « travaillent désormais avec beaucoup d'énergie à la résolution de problèmes qui n'ont pas été réglés pendant des années ». La Chambre souligne que tout accord bilatéral devra « s'attaquer aux problèmes structurels », lesquels longuement traités au sein du *White Paper*. Le rapport émet trois grandes recommandations à destination des autorités chinoises : (i) assurer une plus grande transparence, prévisibilité et équité réglementaire ; (ii) mettre en œuvre des politiques de « traitement national » à destination des investisseurs étrangers et de « neutralité concurrentielle » (*competitive neutrality*) entre entreprises d'État et privées ; (iii) mieux protéger la propriété intellectuelle. Réagissant à la publication du rapport, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a appelé les entreprises américaines à porter un regard « plus complet, plus objectif et plus juste » sur le climat des affaires en Chine, soulignant que la Chine (« avec son marché de 1,4 milliard de personnes, ses 8 millions de diplômés chaque année et ses infrastructures parfaites ») exerçait une « attraction magnétique » sur les investisseurs américains. Le quotidien *Global Times* a jugé le positionnement de l'AmCham « cynique et opportuniste ».

[Lire le communiqué de l'AmCham](#)

Commerce de services : le Mofcom met à jour le catalogue des secteurs encouragés pour les importations des services

Le 12 avril 2019, le Mofcom a publié la version mise à jour du catalogue des secteurs encouragés pour les importations des services, en remplacement de l'ancien catalogue datant de 2016. Le catalogue continue de se focaliser sur les services de R&D, de conception des produits industriels et esthétiques, de l'énergie, de la protection de l'environnement et du traitement de la pollution. Il mentionne aussi cette année les services de conseils, principalement ceux liés aux technologies et à l'environnement. Enfin, il prête une attention particulière aux hautes technologies, comme les services liés à l'intelligence artificielle, aux véhicules et aéronefs autonomes etc.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politiques publiques (automobile) : la NDRC pourrait mettre en place de nouvelles subventions afin de stimuler les ventes automobiles

En dépit de son caractère « interne », un document de la Commission nationale pour la Réforme et le Développement (NDRC) circule actuellement en ligne, qui vise à stimuler la consommation dans les secteurs suivants : automobile, électroménager, produits électroniques de grande consommation. Long de dix pages, le texte – qui n’est pas encore finalisé – propose des mesures qui couvriraient la période 2019 – 2020. Dans le secteur automobile, la NDRC réfléchirait notamment à (1) lever certaines restrictions à l’achat de véhicules neufs mises en place par les gouvernements locaux ; (2) augmenter les quotas d’achats (mis en place dans certaines grandes villes) de 50% à 100% entre 2019 et 2020 par rapport aux niveaux en vigueur en 2018 ; (3) subventionner la mise à la casse des véhicules polluants de moins de 10 ans et favoriser leur remplacer par des véhicules à énergie nouvelle (VEN). Il est également prévu que, dans les « zones importantes de lutte contre la pollution atmosphérique », le taux d’utilisation des VEN dépasse les 80% dès « avant 2020 ». Suite à la diffusion du texte en ligne, les valeurs boursières du secteur automobile chinois ont enregistré des hausses significatives. Des subventions sont également envisagées pour stimuler les ventes dans les autres secteurs considérés (« électroménager intelligent », notamment, pour un montant qui ne devra pas dépasser 13% du prix du produit).

Pour rappel : alors que le volume du marché chinois des véhicules de tourisme avait presque quadruplé en l’espace de dix ans (24,7 M véhicules vendus en 2017, pour 6,7 M véhicules vendus en 2008), il a reculé en 2018, pour la première fois en 30 ans : les ventes de véhicules de tourisme ont en effet reculé de 4,1% en volume pour s’établir à 23,7 M unités. Parmi les facteurs explicatifs : la fin des subventions dont bénéficiaient les acquisitions de petites cylindrées. Depuis fin 2015, le marché était en effet artificiellement soutenu par un remboursement des taxes à l’achat de véhicules neufs. Des mesures de soutien au secteur ont déjà été annoncées le 29 janvier 2019 par la NDRC, qui apparaissent toutefois de portée limitée : (1) assouplissement des règles encadrant le marché des véhicules d’occasion (baisse de la TVA de 3% à 2% pour les entreprises faisant l’acquisition de véhicules d’occasion) ; (2) « optimisation » des subventions à l’achat de VEN ; (3) stimulation des remplacements et de la mise à la casse de certains véhicules polluants ; (4) le document suggère par ailleurs que les quotas à l’achat de véhicules mis en place dans certaines villes pourraient être revus « afin de s’adapter aux conditions réelles » ; (5) enfin, les conditions d’accès des camionnettes dans les zones urbaines devraient être libéralisées dans six provinces du pays.

Politiques publiques (internet) : le MIIT se mobilise pour accélérer le déploiement du réseau IPv6

Le 16 avril 2019, le Ministère de l’industrie et des technologies de l’information (MIIT) a [annoncé](#) différentes mesures afin d’accélérer la mise en place du réseau IPv6 (« Internet Protocol Version 6 »). Ainsi, d’ici la fin de l’année 2019, (1) la proportion des terminaux LTE ayant obtenu une adresse IPv6 devra avoir atteint 90%, et le pourcentage des terminaux *Broadband* ayant obtenu une adresse IPv6 devra avoir atteint 40% ; (2) le nombre de connexions actives sur le réseau LTE IPv6 sera de 800 millions, dont 160 millions pour China Telecom, 480 millions pour China Mobile et 160 millions pour China Unicom.

Défini par l'IETF (Internet Engineering Task Force), IPv6 doit prochainement venir remplacer le protocole IPv4, actuellement en vigueur. Il permettra de fournir beaucoup un plus grand nombre d'adresses IP en vue de répondre à la demande croissante d'adresses IP, liée notamment au développement attendu de l'internet des objets. Bien que la Chine dispose du plus grand nombre d'internautes au monde le taux de pénétration d'IPv6 est estimé à entre 3% à 5%, contre par exemple 60% en Inde.

Electronique : Huawei se dit ouvert à fournir des puces 5G à Apple

À l'occasion d'un [entretien accordé à CNBC](#), le 15 avril 2019, Ren Zhengfei, le fondateur de l'équipementier télécom chinois Huawei, s'est dit « ouvert » à la possibilité de vendre des puces 5G (les Balong 5000) à Apple. Cela serait la première fois que Huawei licencierait de telles puces, jusqu'ici développées à l'usage du groupe. Apple, qui n'a pas encore commercialisé de téléphone mobile adapté à la 5G, a jusqu'ici compté deux principaux fournisseurs : Qualcomm (jusqu'en 2018) et Intel (depuis 2016). Intel, dont les modems 5G ne devraient pas être commercialisés avant 2020, a toutefois annoncé le 16 avril 2019 souhaiter se retirer du marché des téléphones mobiles.

Si Apple souhaite pouvoir commercialiser un iPhone adapté à la 5G avant 2019, la principale alternative aux puces de Huawei serait donc celles de Qualcomm (processeurs Snapdragon 855). Le 16 avril 2019 également, Qualcomm et Apple ont justement mis fin au litige qui les opposait depuis deux années sur les droits de propriété intellectuelle de ses puces, Apple accusant Qualcomm de protéger un monopole et Qualcomm accusant Apple de ne pas lui verser les droits d'utilisation de ses licences. Du fait des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis et de la place centrale occupée par Huawei dans les discussions en cours, l'offre de Huawei a en outre peu de chance de se concrétiser, les puces étant susceptibles de stocker d'importants volumes d'informations.

Automobile : Volkswagen envisagerait d'entrer au capital de JAC

Le 14 avril 2019, Hebert Diess, CEO de Volkswagen, a confirmé mener une revue des opérations du groupe en Chine, qui devra être conclue d'ici la fin de l'année 2019. Dans ce cadre, selon [Reuters](#), Volkswagen envisagerait d'entrer au capital d'Anhui Jianghuai Automobile Group (JAC), 12^{ème} constructeur chinois en 2018 (avec 460 000 véhicules vendus, en baisse de 9,5%). JAC est déjà le partenaire de Volkswagen dans le cadre d'une co-entreprise fondée en 2017 et spécialisée dans les véhicules à énergie nouvelle, qui devraient être vendus sous marque « SOL ». Si la transaction aboutit, Volkswagen pourrait transférer en Chine une large part de sa production de NEV prévue au niveau mondial.

Pour rappel : en avril 2018, alors que le marché se réoriente à marche forcée vers les NEV (voir infra), technologies sur lesquelles les constructeurs chinois n'accusent pas de retard majeur sur les constructeurs étrangers, les autorités chinoises ont annoncé la suppression progressive de cette obligation d'ici 2022 : (1) 2018 pour les véhicules spéciaux (camions à benne, par exemple) et les véhicules à énergie nouvelle (VEN) ; (2) 2020 pour les véhicules utilitaires (plus de neuf sièges) et les camions ; (3) 2022 pour les berlines. BMW a été le premier bénéficiaire de cette libéralisation du cadre juridique applicable aux investisseurs étrangers : le 11 octobre 2018, le constructeur allemand a signé un accord prévoyant l'augmentation de 50% à 75% de sa part de capital au sein de la co-entreprise BMW Brilliance Automotive (BBA).



La Chine représente 40% des ventes mondiales du groupe, en croissance en 2018 en dépit du recul de 4,1% des ventes de véhicules de tourisme enregistré l'année passée. Volkswagen ambitionne de vendre 1,5 M véhicules en Chine d'ici 2025.

E-commerce : Amazon quittera la Chine en juillet

La plateforme américaine de e-commerce, Amazon, a officialisé son départ de Chine : amazon.cn cessera toute opération le 18 juillet 2019. Amazon est arrivé en Chine en 2004 au travers de l'acquisition du site chinois Jjoy (rebaptisé « Amazon China » en 2011), alors détenteur d'environ 15% des parts de marché. En 2018, la part de marché d'Amazon sur le marché chinois est estimée à 0,6%. En Chine, Amazon devrait continuer à commercialiser ses liseuses électroniques « Kindle ». Des discussions sont par ailleurs en cours avec Netease et Kaola, qui pourraient déboucher sur un partenariat permettant aux clients d'Amazon de continuer à vendre leurs produits en Chine.

En 2018, la Chine a consolidé sa position de plus grand marché pour le commerce en ligne. Les ventes en ligne y ont atteint 6 900 Mds CNY (900 Mds EUR), en croissance de 20%. Les acteurs étrangers ne sont pas parvenus à prospérer : en 2006, eBay a vendu ses opérations en Chine à TOM Online ; en 2016, Walmart Chine s'est fait racheter par JD.com ; arrivé en Chine en 2011, Groupon a fusionné avec une filiale de Tencent l'année suivante. Au quatrième trimestre 2018, plus de 85% des parts de marché du marché B2C étaient détenues par Alibaba (61,5%) et JD.com (24,2%).

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : 20^{ème} édition du Salon de l'environnement de Shanghai (IE Expo) du 15 au 17 avril

La 20^{ème} édition du Salon de l'environnement de Shanghai (*IE Expo China*) a eu lieu du 15 au 17 avril 2019 dans le nouveau Centre d'exposition international de Shanghai (SNIEC).

Cette manifestation présentée par ses organisateurs comme le plus grand salon de l'environnement en Asie, a réuni cette année plus de 2 000 exposants (augmentation de 11% par rapport à 2018) issus de 25 pays. Il couvre de nombreuses thématiques de l'environnement, entre autres la gestion et le recyclage des déchets, la dépollution de l'air, le traitement des eaux usées et l'assainissement des sols.

Une vingtaine d'entreprises françaises accompagnées par *Business France* y ont participé, parmi lesquelles Bernard Controls, Bureau Veritas, Saint Gobain PAM, Suez Water Technologies, Veolia, etc.

Transports et BRI : la Malaisie et la Chine parviennent à un nouvel accord sur la ligne ferroviaire est-malaisienne (ECRL)

Le Bureau du Premier ministre de Malaisie a annoncé le 12 avril la conclusion d'un accord entre la compagnie ferroviaire *Malaysia Rail Link* (MRL) et l'entreprise d'Etat chinoise *China Communications Construction Co.* (CCCC) sur le coût des phases I et II du projet de construction de la ligne ferroviaire de la côte est-malaisienne (ECRL) : accord sur un montant de 9,42 Mds EUR contre 14 Mds EUR prévu initialement.

Pour mémoire, ce projet de ligne ferroviaire d'env. 540 km, financé sur prêt chinois dans le cadre de l'Initiative des nouvelles routes de la soie (en anglais *Belt and Road Initiative* – BRI), prévoit de relier la capitale Kuala Lumpur à la vallée de Klang. En juillet 2018, la Malaisie a souhaité arrêter le projet et en renégocier les conditions financières.

Dans le cadre de BRI, la Chine initie de nombreux projets d'infrastructures (principalement de transports ou d'énergie), mis en œuvre par des entreprises chinoises souvent sur la base de prêts proposés par la Chine, au risque d'entraîner les pays bénéficiaires vers des endettements excessifs.

Energie: l'entreprise d'Etat CEEC annonce de nouveaux projets d'interconnexion, de production et de stockage d'électricité en Chine

Le groupe d'Etat *China Energy Engineering Corp.* (CEEC) a publié plusieurs annonces concernant de nouveaux projets d'interconnexion, de production et de stockage d'électricité en Chine.

A Nankin, CEEC annonce avoir commencé la construction de la plus importante centrale de stockage d'électricité de Chine, d'une capacité de stockage estimée à 268,6 MWh. L'entreprise vient également d'annoncer l'achèvement de la phase de test de la station de transformation de Shizhou, station intégrée à la ligne d'interconnexion en courant continu flexible point-à-point (*back-to-back*) à très haute tension (420 kV) et à grande capacité (1250 MW) entre Chongqing et la province du Hubei. Enfin, dans la province du Shanxi, le groupe a débuté la construction d'une centrale photovoltaïque de 500 MW sur env. 1300 hectares.



Pour mémoire, dans le cadre de sa politique de transition énergétique, la Chine mise d'une part sur la construction d'interconnexions à très haute tension en courant continu et d'autre part sur le développement des capacités de stockage électrique pour relier les champs photovoltaïques de grandes étendues de l'Ouest du pays aux principales régions consommations de la façade maritime orientale.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Transport : Mise en place d'une application mobile et du paiement dématérialisé dans le réseau de taxis hongkongais.

Dans le but de faire face à la concurrence d'Uber, l'alliance des taxis de Hong Kong a décidé d'adopter le paiement par Octopus, carte de paiement répandue à Hong Kong (transports en commun et commerces) et a annoncé en parallèle le lancement de l'application mobile « eTaxi ». Similaire à celle de Uber, elle comporte cependant davantage de fonctionnalités, notamment des informations sur l'état du trafic en temps réel pour les chauffeurs et les détails de la course pour le client. 4 000 chauffeurs ont à ce jour adopté cette application.

Marchés financiers : Publication par l'opérateur boursier Hong Kong Exchanges and Clearing (HKEx) de son plan de développement 2019-2021.

HKEx a enregistré des résultats solides en 2018 et poursuit sa stratégie d'accompagnement de l'ouverture du compte financier chinois. HKEx a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires record de 2 Mds USD contre 1,7 Mds USD en 2017, soit une progression de 17,6%, sous l'effet, notamment, d'un record d'IPO (introductions en bourse) en 2018. Les charges d'exploitation ont augmenté plus modérément que les recettes en 2018 (+15% en glissement annuel), et HKEX a enregistré une hausse de l'EBIDTA de 22% entre 2017 et 2018. Les bénéfices par action (BPA) sont ainsi en hausse de 24% sur la même période, résultat d'une meilleure optimisation des coûts.

Dans ce contexte, HKEx affiche dans son nouveau plan stratégique son ambition de faire de Hong Kong la place financière de référence en Asie (« Global Markets Leader in the Asian Time Zone »). Le plan de développement s'articule autour de deux priorités : (i) la hausse des transactions sur les connections boursières (« Stock Connect ») et obligataire (« Bond Connect »), qui doit être facilitée notamment par l'offre d'un plus grand nombre d'instruments de couverture du risque ; (ii) l'utilisation des nouvelles technologies (intelligence artificielle, blockchain, cloud...) dans le but de moderniser le fonctionnement des marchés. À cette fin, HKEx a annoncé le 20 février 2019 l'acquisition d'une part majoritaire dans Ronghui Tongjin, entreprise chinoise spécialisée dans la technologie appliquée aux marchés financiers. Il s'agit de la 1^{ère} acquisition réalisée par HKEx depuis celle du London Metal Exchange (LME), pour 2,2 Mds USD, en 2012.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Antoine Bernez, Lianyi Léa Xu, Hannah Fatton, Zilan Huang, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

Revu par : Pierre Martin, Philippe Bouyoux, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, David Karmouni, Estelle Jacques

Responsable de publication : Philippe Bouyoux